

L'Etat se tourne vers SFR pour ses besoins mobiles

On ne pourra pas accuser le gouvernement de favoritisme. A contrario, il est toujours étonnant de constater qu'une organisation ne privilégie pas un fournisseur dont il est actionnaire. Alors que l'Etat français possède 26,97 % du capital de France Telecom/Orange, c'est bien son concurrent qu'il a choisi pour équiper en solutions mobiles plusieurs ministères. Mais c'est la conséquence du lancement de projet par appel d'offre.

SFR Business Team a remporté l'appel d'offres visant à équiper la grande partie des ministères en services mobiles à l'exception de ceux de la Défense et de la Culture et de la Communication. Un contrat à 50 millions d'euros environ sur 4 ans qui s'articule autour de deux lots : le premier sera piloté par le ministère de l'Intérieur; le second par le ministère du Budget. Au total, le contrat intègre le déploiement de quelques 150 000 lignes.

L'équipementier opérateur va fournir ses solutions de téléphonie mobile illimitée voix et données accompagnées des terminaux. Un moyen rapide (faut-il espérer) pour équiper les utilisateurs en solutions Internet mobile. Si l'on peut s'attendre à des smartphones 3G (voire 4G d'ici quelques années), les modèles n'ont pas été précisés, pas plus que les plates-formes (Android, Windows Phone, iOS, autre ?). SFR Business Team assurera directement l'accompagnement de l'offre et l'assistance technique (cellule d'assistance, outils de gestion et de reporting, etc.), indique l'Espresso.fr. Un beau contrat pour SFR, tant en terme de marché que d'image.